

Les préoccupations du logement sont liées à l'accès à l'alimentation domestique chez les familles urbaines à faible revenu

Ce que vous devez savoir ?

Cette recherche examine la relation entre l'abordabilité du logement (moins de 30 % du revenu du ménage est dépensé en logement) et la sécurité alimentaire domestique (capacité financière d'obtenir une nourriture adéquate). Elle se penche plus précisément sur l'insuffisance de la proportion du revenu du ménage après logement et des subventions au logement à assurer la sécurité alimentaire aux familles à faible revenu.

De quoi traite cette recherche ?

L'insécurité alimentaire domestique est un problème important en Amérique du Nord qui affectait 8 % des foyers domestiques en 2007 et 2008. Les prédateurs clés de l'insécurité alimentaire domestique sont un faible revenu et la dépendance de l'assistance gouvernementale. De nombreux



es questions sur l'insécurité alimentaire ont attiré l'attention sur l'abordabilité des logements en tant que facteur important. On considère un logement abordable si 30 % ou moins du revenu domestique brut est dépensé en logement et services publics. Les foyers à faible revenu dépensant plus de 30 % du revenu

domestique dans le logement n'ont que très peu de revenu restant pour les nécessités de la vie telles que la nourriture, les vêtements et le transport. Les débats actuels sur les logements abordables ne se penchent pas sur le montant du revenu après les dépenses du logement, ce qui peut avoir un impact profond sur la santé des membres d'une famille.

VISITEZ

www.homelesshub.ca

pour de plus amples renseignements

SOURCE DE L'ARTICLE

Housing Circumstances are Associated with Household Food Access among Low-Income Urban Families, Journal of Urban Health 88(2): 284-296.



Quelles démarches ont été entreprises par les chercheuses ?

Les chercheuses ont interrogé 473 participants appartenant à des familles qui vivent dans 12 quartiers très pauvres de Toronto, en Ontario. L'échantillonnage incluait un nombre égal de familles habitant dans des immeubles subventionnés et des habitations de location fixée par le marché. Les deux groupes de familles qui dépendaient de l'assistance du gouvernement et de leur emploi comme source principale de revenu ont été interrogés. Les ménages admissibles à l'étude devaient avoir au moins un

enfant de 18 ans ou plus jeune, avoir vécu dans leurs locaux actuels depuis au moins un mois, avoir un revenu de ménage brut inférieur au seuil d'un revenu faible tel que déterminé par Statistique Canada (par ex. inférieur à 30 000 \$ pour un ménage de deux personnes), et le répondant potentiel devait parler suffisamment l'anglais pour pouvoir répondre à une entrevue verbale. Les entrevues étaient menées auprès de la personne responsable de l'achat et de la gestion des épiceries.

COMMENT POUVEZ-VOUS UTILISER CETTE RECHERCHE?

Les résultats de cette recherche suggèrent que l'alimentation et l'insécurité alimentaire prédominent parmi les familles à faible revenu qui résident dans les quartiers très pauvres. L'incidence de cette recherche sur les politiques générales incluent le besoin de redéfinir l'abordabilité du logement en tenant compte de l'argent qui reste aux foyers à faible revenu après que les coûts du logement aient été acquittés. La qualité et l'adéquation du logement devraient aussi être pris en compte. Il faut aussi prêter attention à l'adéquation des niveaux de subvention actuels du logement, car la plupart des familles de cette étude qui habitent dans des logements subventionnés éprouvaient de l'insécurité alimentaire.

Qu'ont découvert les chercheuses ?

La recherche a démontré que les deux tiers des familles à faible revenu interrogées éprouvaient de l'insécurité alimentaire, et que plus le revenu du ménage était faible, plus les chances que le foyer soit éprouvé au point de vue alimentaire augmentaient.

Les chercheuses ont aussi trouvé que, parmi les familles habitant dans des immeubles de location, plus la proportion du revenu du ménage alloué aux dépenses du logement augmentait, plus l'insécurité alimentaire risquait d'augmenter. La possibilité d'insécurité alimentaire ne différait pas entre les familles habitant dans un logement subventionné et un logement de location. Cependant, les familles habitant dans un logement subventionné avaient tendance à se sentir moins éprouvées au point de vue alimentaire que celles qui étaient en liste d'attente de logement subventionné, ce qui suggère l'effet protecteur des subventions. Les chercheuses ont aussi trouvé des problèmes importants au niveau de la qualité des logements : la moitié des ménages habitait dans des logements surpeuplés et un cinquième d'entre eux habitait dans des logements qui avaient besoin de réparations importantes, ce qui indiquerait que les ménages à faible revenu éprouvent des besoins de base multiples.

LES CHERCHEUSES :

Sharon I. Kirkpatrick, PhD, travaille auprès de la Division of Cancer Control and Population Sciences, National Cancer Institute, Bethesda, MD, États-Unis. Ses recherches reposent sur l'accès à l'alimentation et les inégalités nutritionnelles parmi les groupes désavantagés.

Valerie Tarasuk, PhD, est professeure au Department of Nutritional Sciences de l'Université de Toronto, Ontario, Canada. Ses recherches reposent sur les déterminants sociaux et économiques de la santé et de la nutrition.